



Tafadzwa Pasipanodya

Associée

Washington, D.C.

TÉLÉPHONE : +1 202 261 7358

FAX : +1 202 785 6687

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : tpasipanodya@foleyhoag.com

Associée du département Contentieux et Arbitrage internationaux de Foley Hoag, Tafadzwa Pasipanodya co-préside le bureau Afrique du cabinet. Depuis plus de 10 ans, elle représente des États souverains du monde entier dans le cadre d'arbitrages opposant des investisseurs à des États sur des questions liées aux ressources naturelles, à l'extraction minière, à l'environnement, à l'infrastructure et à la santé devant les tribunaux de la CNUDCI, du CIRDI et de la CCI. Tafadzwa a également conseillé des États dans le cadre de litiges contre d'autres États liés au droit de la mer, aux frontières maritimes, aux revendications de territoires, aux droits de l'homme et aux droits environnementaux devant la Cour internationale de Justice (CIJ), des tribunaux constitués en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) et d'autres instances. Par ailleurs, elle a représenté des États étrangers dans le cadre de procédures engagées devant des tribunaux fédéraux américains.

Tafadzwa est également activement impliquée dans le département Responsabilité sociale des entreprises de Foley Hoag, qui conseille les sociétés multinationales sur l'intégration des droits de l'homme et des normes environnementales à leurs systèmes opérationnels.

En outre, Tafadzwa conseille des États et organisations de la société civile sur des questions d'infrastructures durables et de partenariats public-privé, et a travaillé en tant qu'experte juridique indépendante auprès de l'Union africaine. Avant de rejoindre Foley Hoag, elle a accompagné plusieurs organisations intergouvernementales et non gouvernementales, notamment dans le cadre des poursuites judiciaires contre les participants présumés au génocide du Rwanda ainsi que sur des questions telles que les ressources naturelles et le conflit en Angola, les discriminations fondées sur les castes au Népal et en Inde, les relations politiques entre l'Afrique et les États-Unis, les Roms et la santé des détenus en Roumanie, ou encore la reconstruction post-conflit au Sri Lanka.

Latinvex a reconnu Tafadzwa comme l'une des 50 étoiles montantes du secteur juridique en Amérique latine. Elle s'est en outre distinguée par son expertise en matière de règlement de litiges dans l'édition 2018 de *Legal 500 : États-Unis*.

EXPÉRIENCE

Arbitrages entre États et investisseurs pour le compte d'États souverains

- *Thomas Gosling et autres c. République de Maurice*. Représentation de Maurice dans le cadre d'un arbitrage CIRDI concernant des projets immobiliers et le classement de la zone du Morne au patrimoine mondial de l'UNESCO.
- *Ritika Mehta et autres c. République orientale de l'Uruguay*. Représentation de l'Uruguay dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI concernant un projet d'extraction de minerai de fer.
- *Niko Resources c. Bangladesh, Bapex et Petrobangla*. Représentation du Bangladesh et de ses entités publiques dans le cadre d'un différend porté devant le CIRDI concernant les causes et conséquences de deux explosions de gaz.
- *Pac Rim Cayman c. Salvador*. Représentation du Salvador dans le cadre d'un différend porté devant le CIRDI concernant l'extraction d'or et les droits environnementaux. Octroi de 8 millions \$ au Salvador au titre des honoraires d'avocat.

SECTEURS

États souverains

DOMAINES

Contentieux et arbitrage

internationaux

Arbitrage entre investisseurs
et États

Droit international public

Cour internationale de Justice

Contentieux

Responsabilité sociale des
entreprises

ÉTUDES

Doctorat de droit, Faculté de
droit de la *New York University*

Maîtrise en administration
publique, École d'affaires
internationales et publiques
*Woodrow Wilson, Princeton
University*

Licence avec mention très
bien, *Macalester College*

LANGUES

Anglais

Shona

Français

Espagnol

Allemand

Portugais

- *Anglo American c. République bolivarienne du Venezuela*. Représentation du Venezuela contre une compagnie minière britannique dans le cadre d'un arbitrage CIRDI (Mécanisme supplémentaire) concernant la résiliation d'une concession de nickel, obtenant gain de cause pour le Venezuela.
- *The Lopez-Goyne Family Trust et autres c. République du Nicaragua*. Représentation du Nicaragua dans le cadre d'un arbitrage CIRDI concernant l'exploration et l'exploitation de pétrole.
- *Gold Reserve c. République bolivarienne du Venezuela*. Représentation du Venezuela contre une société canadienne d'extraction d'or dans le cadre d'un arbitrage CIRDI (Mécanisme supplémentaire) concernant des concessions d'or et des droits environnementaux.
- *EURAM c. République slovaque*. Représentation de la Slovaquie dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI concernant la réforme de la politique de l'assurance-maladie. Obtention d'une sentence favorable à la Slovaquie.
- *Highbury & Ramstein c. République bolivarienne du Venezuela*. Représentation du Venezuela dans le cadre d'un arbitrage CIRDI engagé en vertu du traité bilatéral d'investissement Pays-Bas/Venezuela ayant trait à des concessions aurifères et diamantifères. Obtention d'une sentence favorable au Venezuela.
- *Vannessa Ventures Ltd. c. République bolivarienne du Venezuela*. Représentation du Venezuela contre une société minière canadienne dans le cadre d'un arbitrage CIRDI (Mécanisme supplémentaire) demandant 1 milliard \$ en dommages-intérêts au titre de l'annulation d'un contrat d'extraction d'or. Obtention d'une sentence favorable au Venezuela.
- Représentation d'une entité publique d'un pays d'Amérique latine contre une société allemande dans le cadre d'un arbitrage CCI relatif à un contrat d'entretien et de réparation. Obtention d'une sentence favorable.
- *Nova Scotia Power Inc c. République bolivarienne du Venezuela*. Représentation du Venezuela dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI résultant d'un contrat d'approvisionnement en charbon conclu avec une entreprise canadienne. Octroi de 1 million \$ au Venezuela au titre des honoraires d'avocat.

Contentieux, arbitrages et médiations en matière de différends territoriaux et maritimes

- *Philippines c. Chine*. Représentation des Philippines dans le cadre d'un arbitrage engagé en vertu de l'annexe VII à la CNUDM visant à déterminer les droits maritimes des Philippines et de la Chine en mer de Chine méridionale. Le Tribunal a rejeté l'argument de la Chine revendiquant des « droits historiques » dans les zones maritimes comprises dans la ligne dite « à neuf pointillés », argument jugé incompatible avec la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, et a conclu que la Chine avait porté atteinte aux droits souverains conférés aux Philippines en vertu de la Convention.
- *Ghana c. Côte d'Ivoire*. Représentation du Ghana dans le cadre d'un arbitrage en vertu de l'annexe VII à la CNUDM concernant sa frontière maritime dans le golfe de Guinée.

- *Nicaragua c. Colombie*. Représentation du Nicaragua dans le cadre d'un différend concernant l'atteinte aux droits souverains et aux espaces maritimes dans la mer des Caraïbes.
- *Nicaragua c. Colombie*. Représentation du Nicaragua dans le cadre d'un différend concernant la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins au large du littoral du Nicaragua.
- *Djibouti c. Érythrée*. Représentation de Djibouti lors d'une médiation engagée par Son Altesse Royale l'Émir du Qatar pour mettre fin au conflit frontalier et déterminer les frontières terrestres et maritimes entre les deux États, notamment la souveraineté relative aux îles.
- Mission consultative auprès d'un État d'Afrique sub-saharienne concernant de potentiels différends maritimes.
- Mission consultative auprès d'un État d'Amérique latine concernant un différend territorial et maritime.
- Mission consultative auprès d'un État d'Afrique du Nord concernant un différend territorial.

Contentieux, arbitrages et missions consultatives pour le compte d'États souverains dans le cadre de différends interétatiques relatifs aux droits de l'homme

- *Géorgie c. Russie*. Représentation de la Géorgie dans le cadre d'un différend porté devant la Cour internationale de Justice relatif à la Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale ainsi qu'à la participation et au soutien de la Russie à l'épuration ethnique contre les Géorgiens.
- *Équateur c. Colombie*. Participation à la représentation de l'Équateur dans le cadre d'un différend porté devant la Cour internationale de Justice concernant l'impact social et environnemental de la pulvérisation aérienne d'herbicides toxiques par la Colombie au niveau de sa frontière avec l'Équateur.
- *Argentine c. Uruguay*. Participation à la représentation de l'Uruguay dans le cadre d'un différend porté devant la Cour internationale de Justice concernant une licence d'exploitation octroyée à une usine de pâte à papier considérée comme modèle de développement économique durable respectueux de l'environnement et l'allégation de l'Argentine selon laquelle ladite usine pourrait polluer le fleuve que se partagent les deux États.
- Représentation d'un pays d'Asie orientale concernant un différend relatif aux droits de l'homme avec un pays voisin.

Contentieux devant les tribunaux fédéraux des États-Unis pour le compte d'États souverains

- *Iseghi Edwards c. Gouvernement fédéral du Nigeria et autres*. Représentation du Nigeria dans le cadre d'une affaire visant l'exécution d'une décision devant la Cour de district américaine du District du Massachusetts, obtenant gain de cause pour le Nigeria.
- *Securesoft Technologies LLC c. Ambassade du Ghana*. Représentation de l'Ambassade du Ghana dans le cadre d'un différend contractuel porté devant la

Cour de district américaine du District de Columbia. Obtention d'un jugement favorable au client.

- *Community Finance Group c. Kenya*. Représentation du Kenya dans le cadre d'une affaire d'immunité souveraine étrangère portée devant la Cour de district américaine du District du Minnesota et la Cour d'appel du huitième circuit. Confirmation de la décision de la Cour de district en faveur du Kenya par la Cour d'appel.
- *Carpenter c. Chili*. Représentation du Chili dans le cadre d'une affaire d'immunité souveraine étrangère portée devant la Cour de district américaine du District est de New York. Obtention d'un jugement favorable au Chili.

Responsabilité sociale des entreprises

- Réalisation d'une évaluation globale de la responsabilité pénale des personnes morales pour le représentant spécial des Nations unies concernant les droits de l'homme et des entreprises.
- Réalisation d'une étude d'impact sur les droits de l'homme de l'exploitation de pétrole et de gaz par une entreprise dans un pays d'Afrique du Nord.
- Représentation de deux compagnies minières canadiennes en matière de politique des droits de l'homme, de due diligence et d'engagement communautaire au Moyen-Orient et en Europe de l'Est.

BARREAUX

- New York
- District de Columbia
- Cour de district américaine du District de Columbia

DISTINCTIONS ET RÉALISATIONS

Distinctions

- *Latinvex : Palmarès Top 50 Rising Legal Stars in Latin America* (50 étoiles montantes du secteur juridique en Amérique latine) (2018)
- *Legal 500 : États-Unis* (2018)
- *Palmarès 40 Under 40 Rising Star* (40 étoiles montantes de moins de 40 ans), *Law Alumni of Color Association (LACA)* de la *New York University* (2018)
- Bourse *Root-Tilden-Kern Scholar* (2005-2008)
- Médaille *Vanderbilt* pour ses contributions exceptionnelles à la faculté de droit de la *New York University* (2008)
- Membre du *Center for Human Rights and Global Justice Human Rights* de la *New York University* (2006)
- Prix du Directeur de la vie étudiante pour direction et contributions exceptionnelles, *Macalester College* (2001)

Réalisations professionnelles/civiques

- Membre de l'*American Society of International Law*, co-présidente de l'assemblée annuelle (2017-2018), membre du groupe de travail *Blacks of the American Society of International Law* (depuis 2017), membre du comité *Annual Meeting Program* (2017), secrétaire du groupe *Africa Interest* (2016-2017).
- Membre de l'*American Bar Association*, section Droit international.
- Co-fondatrice de l'*Adhikaar* (association de défense des droits de l'homme et de la justice sociale travaillant avec les communautés népalaises aux États-Unis).
- Membre (*trustee*) de l'*Almasi Arts Alliance* (organisme à but non lucratif soutenant le secteur des arts dramatiques au Zimbabwe).
- Conseil bénévole pour la Fondation Heinrich Böll concernant les partenariats public-privé et le financement des infrastructures.
- Conseil bénévole concernant la contrebande et le trafic haïtien en Équateur.

CONFÉRENCES

- Intervention au cours du Forum du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations unies sur le financement pour le développement « Public Private Partnerships: Instruments to Use with Caution », New York City, 15 avril 2019.
- Intervention au cours de la 13ème conférence annuelle Investment Treaty Arbitration Juris Conference « Corruption after Establishment: Should It Disqualify Otherwise Meritorious Claims? », Washington, D.C., 8 avril 2019.
- Intervention au cours de la première conférence annuelle sur l'arbitrage international de l'African Arbitration Association (AfAA) « The African Arbitration Association is Here: Now What? », Kigali, Rwanda, 4 avril 2019.
- Intervention au cours de l'assemblée annuelle de l'*American Society of International Law* « San Francisco 2.0: Constructing a Global Governance Architecture for the 21st Century », Washington D.C., 28 mars 2019.
- Intervention au cours de la conférence portant sur les problématiques du système actuel de la CNUDCI et ses perspectives de réforme « Issues with the Current ISDS System: From Diagnosis to the Desirability and Feasibility of a Reform », analysant les réformes internationales du régime d'investissement et du mécanisme de règlement de litiges entre les États et les investisseurs du point de vue des régions Asie et Afrique, de l'Institut africain de droit international (AIIL) et de l'Organisation consultative juridique Asie-Afrique (AALCO), laquelle s'est tenue le 20 novembre 2018 à Arusha, en Tanzanie.
- Intervention au cours de l'atelier interactif panafricain sur les contrats de partenariat public-privé (PPP) visant des infrastructures durables « Pan-African Interactive Workshop on Public-Private Partnership (PPP) Contracts for Sustainable Infrastructure », qui s'est tenu à l'Institut International du Développement Durable (IISD) à Johannesburg (Afrique du Sud) du 14 au 16 novembre 2018.
- Intervention au cours de la conférence de sensibilisation de la communauté internationale à la situation juridique en Afrique « International Investment Law and Policy : Human Rights, Environmental Damage and Sustainable Development », abordant les sujets d'actualité dans le domaine de l'arbitrage d'investissement, Nairobi, Kenya, 5 novembre 2018.

- Présidente de la 7ème conférence annuelle de l'African Society of International Law « Legal and Policy Cooperation Framework on Maritime Security », l'Afrique et le droit de la mer, Antananarivo, Madagascar, 27 octobre 2018.
- Intervention au cours de la 2ème table ronde internationale sur la gouvernance des infrastructures « Why is Infrastructure So Hard to Get Right? », Groupe de la Banque mondiale et Banque africaine de développement, Grand-Bassam, Côte d'Ivoire, 21 juin 2018.
- Intervention au cours de la 3ème conférence CCI Afrique « Damages Tools – Globalizing the Analysis of Damages », Chambre de commerce internationale, Lagos, Nigeria, 19 juin 2018.
- Intervention au cours de la conférence pour le 50ème anniversaire de la CNUDCI et le 60ème anniversaire de la Convention de New York « ISDS Reform in Light of Recent Discussions in Working Group III – A Universal Discussion », Abuja, Nigeria, 15 juin 2018.
- Intervention au cours du colloque de droit économique international « Trade, Finance & Investment in Africa », Institute of International Economic Law, Georgetown University Law Centre, Washington D.C., 5 février 2018.
- Intervention au cours de la conférence annuelle de l'African Society of International Law « Mining and the Environment in Africa: Time to Strike the Right Balance », Dar es Salaam, Tanzanie, 27 octobre 2017.
- Intervention au cours de la conférence « Structural Constraints on Judicial Arbitrator's Independence? », Fordham University School of Law, New York City, 20 octobre 2017.
- Intervention au cours de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international « The Role of Infrastructure in Financing a Sustainable Transformation in Africa », Washington D.C., 11 octobre 2017.
- Intervention au cours de la dixième conférence annuelle d'arbitrage international du Centre d'arbitrage et de médiation de la Chambre de commerce américano-équatorienne « Is an International Court for Investment Arbitration Necessary? », Quito, Équateur, 9 mars 2017.
- Modération de l'atelier « Building a Successful Career in International Arbitration », Young International Council for Commercial Arbitration/Blacks of the American Society of International Law, Washington D.C., 26 septembre 2016.
- Intervention au cours de la conférence annuelle « The Global Color Line: A Candid Conversation about the Intersections of Race, Gender, and Class on the Pathway to an International Career », Women's Information Network (WIN) Women Opening Doors for Women, Washington D.C., 20 juin 2016.
- Modération de l'assemblée annuelle de l'American Society of International Law « Steering Africa's Blue Economy: The Role of International Law & Lessons for Other Maritime Regions », Washington D.C., 1er avril 2016.
- Intervention au cours de l'assemblée annuelle de l'American Society of International Law, « International Law Careers and Speed Mentoring Event », Washington D.C., 1er avril 2016.
- Intervention au cours du débat « The Law of the Sea's Role in Steering Africa's Blue Economy » de la conférence de l'African Association of International Law

ayant pour thème « International Law & Economic Development in Africa: Challenges and Opportunities », Libreville, Gabon, 29 août 2015.

- Intervention au cours de la conférence inaugurale du Bernstein Institute for Human Rights, faculté de droit de la New York University, « Emerging Voices: A Conversation with the Next Generation », 22 avril 2015.
- Intervention au cours de la Conference on Africa and International Law: Taking Stock and Moving Forward, « Shaping Africa's Borders and International Law: African States' Delimitation of Territorial and Maritime Boundaries », faculté de droit d'Albany, New York, 14 avril 2012.
- Intervention au cours de la Conference on International Law: War Crimes, Human Rights, and Immigration, « Will the Poor Always Be With Us? Legal Enforcement of Economic and Social Rights », faculté de droit de l'Elon University, Caroline du Nord, 12 février 2012.

PUBLICATIONS

- Coauteure, « Investor-State Dispute Settlement Reform » dans THE INTERNATIONAL COMPARATIVE LEGAL GUIDE TO: INVESTOR-STATE ARBITRATION 2019, Global Legal Group (éd.), première édition, 2018.
- Coauteure, « The African Union » dans THE LAW OF THE SEA: THE AFRICAN UNION AND ITS MEMBER STATES, P. Vrancken et M. Tsamenyi (éds.), Juta, 2017.
- Auteure, « The Law of the Sea's Role in Steering Africa's Blue Economy », *African Yearbook of International Law/Annuaire Africain de droit international*, Vol. 21, Brill Nijhoff, 2015.
- Auteure, « Government Regulation on Trial: Expropriation Claims against Latin American States at ICSID », *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, Vol. 14, numéro 3, Brill Nijhoff, 2015.
- Auteure, « Greensboro Truth and Reconciliation Commission (United States) » et « Commission of Inquiry to Locate the Disappeared during the Panchayat Period (Nepal) », entrées dans *l'Encyclopedia of Transitional Justice*, L. Stan et N. Nedelsky (éds.), Cambridge University Press, janvier 2013.
- Auteure, « Expropriation before a South African Court and an Investor-State Tribunal: An Analysis of the Minister of Minerals & Energy v. Agri SA Decision through the Lens of International Law », *Transnational Dispute Management*, Vol. 9, numéro 7, décembre 2012.
- Coauteure, « Business and Human Rights in the United States », chapitre dans *Global Business and Human Rights*, European Lawyer Reference, 2011.
- Auteure, « European Parliament Adopts Resolution on Corporate Social Responsibility », *National Law Review*, décembre 2010.
- Auteure, « A Deeper Justice: Economic and Social Justice as Transitional Justice in Nepal », *Oxford University International Journal for Transitional Justice*, vol. 2, 378-397, décembre 2008.
- Coauteure (avec N. Dastoor, J. Huckerby & S. Narula), « Recasting Justice: Securing Dalit Rights in Nepal's New Constitution », *Center for Human Rights & Global Justice, New York University*, mars 2008.

- Auteure, « Rwandan participants at the International Criminal Tribunal for Rwanda: For them, with them, or despite them », *Emerging Human Rights Scholarship Conference, Center for Human Rights & Global Justice, New York University*, avril 2007.
- Coauteure (avec le *Workshop on Post-Conflict Reconstruction*), « Securing Peace: An Action Strategy for Post- Conflict Sri Lanka », *Princeton University/CSIS*, juin 2004.